

février 2013

éditorial

Mobilisées sur les grands enjeux de notre société, les organisations et entreprises de l'ESS développent et adaptent leurs activités pour faire face à des besoins sociétaux en constante évolution : vieillissement de la population, services à la personne, santé publique, culture, couverture sociale, réinsertion, logement, finances, éducation, environnement...

Cette nouvelle édition 2012 du Panorama « chiffres clés » témoigne de la réalité économique que représente l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie et permet de prendre connaissance des évolutions de ce secteur au cours des deux années écoulées. Dans un contexte économique difficile, il est plus qu'important de s'appuyer sur des valeurs de partage, de coopération, d'innovation sociale et territoriale, afin de replacer l'humain au cœur du projet de développement.

Aussi, la nomination d'un Ministre délégué à l'Economie Sociale et Solidaire, Benoît HAMON, rattaché au Ministère de l'Economie, est une bonne nouvelle, qui peut accroître la visibilité d'un secteur économique dynamique qui n'a pas toujours occupé la place qu'il méritait. Le travail en cours sur la loi cadre pour l'ESS, aujourd'hui dans une phase de concertation et de construction, devrait répondre à notre demande d'une véritable reconnaissance de l'ESS dans le paysage économique actuel.

Restant à votre écoute, je vous souhaite une bonne lecture

Jean-Louis LAMBERT

Président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Basse-Normandie.

CHIFFRES CLÉS 2012 DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN BASSE-NORMANDIE

Représentant 60 000 emplois dans notre région au 1er janvier 2011, au sein d'associations, de coopératives, de mutuelles, de fondations, d'entreprises solidaires, l'économie sociale et solidaire a continué à créer des emplois dans un contexte économique général dégradé. La part de l'économie sociale et solidaire dans l'emploi total est ainsi passée de 12,3% à 12,7% sur l'année 2010, faisant de la Basse-Normandie **la 4e région française quant au poids de l'emploi salarié dans l'ESS.**

La propriété collective des entreprises et organisations d'ESS et les règles de fonctionnement qu'elles se sont données (gouvernance démocratique, non lucrativité ou lucrativité limitée, impartageabilité des fonds propres...) génèrent un autre rapport au travail et à l'économie, participent à l'émancipation individuelle et à la prise de responsabilité citoyenne et induisent une gestion priorisant le développement au long terme et l'ancrage territorial.



CHIFFRES CLÉS

- 59 608 emplois
- 12,7% de l'emploi salarié régional
- 5 556 établissements employeurs

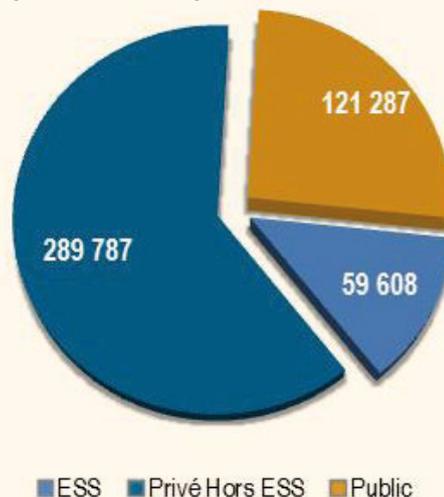


1 salarié sur 8 en Basse-Normandie

En France métropolitaine, l'économie sociale et solidaire emploie 2,3 millions de salariés, soit 10,3% de l'emploi national. En Basse-Normandie, ce sont 59 608 salariés (50 722 ETP) qui travaillent dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire au 31 décembre 2010.

Les emplois de l'économie sociale et solidaire représentent 12,7% de l'ensemble des effectifs salariés de la région. Une proportion qui augmente légèrement par rapport à 2009 (+0,3 point).

Répartition de l'emploi en Basse-Normandie



Source : Insee CLAP 2010 (champ : postes non annexes hors intérimaires) - Traitement Observatoire régional ESS - CRESS Basse-Normandie

Structuration des emplois en Basse-Normandie

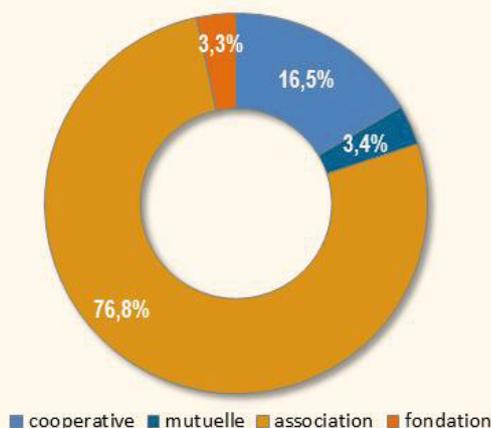
	ESS	Privé Hors ESS	Public	Total	Part de l'ESS
Effectif au 31.12.2010	59 608	289 787	121 287	470 682	12,7%
ETP en 2010	50 722	261 820	111 009	423 551	12,0%

Source : Insee CLAP 2010 (champ : postes non annexes hors intérimaires) - Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Répartition des emplois dans les familles de l'économie sociale et solidaire

L'emploi associatif représente en Basse-Normandie plus de trois quarts des emplois (76,8%) de l'économie sociale et solidaire. Les coopératives représentent quant à elles un emploi sur 6 (16,5%).

Répartition des emplois de l'ESS par familles



Source : Insee CLAP 2010 (champ : postes non annexes hors intérimaires) - Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

CHIFFRES CLÉS

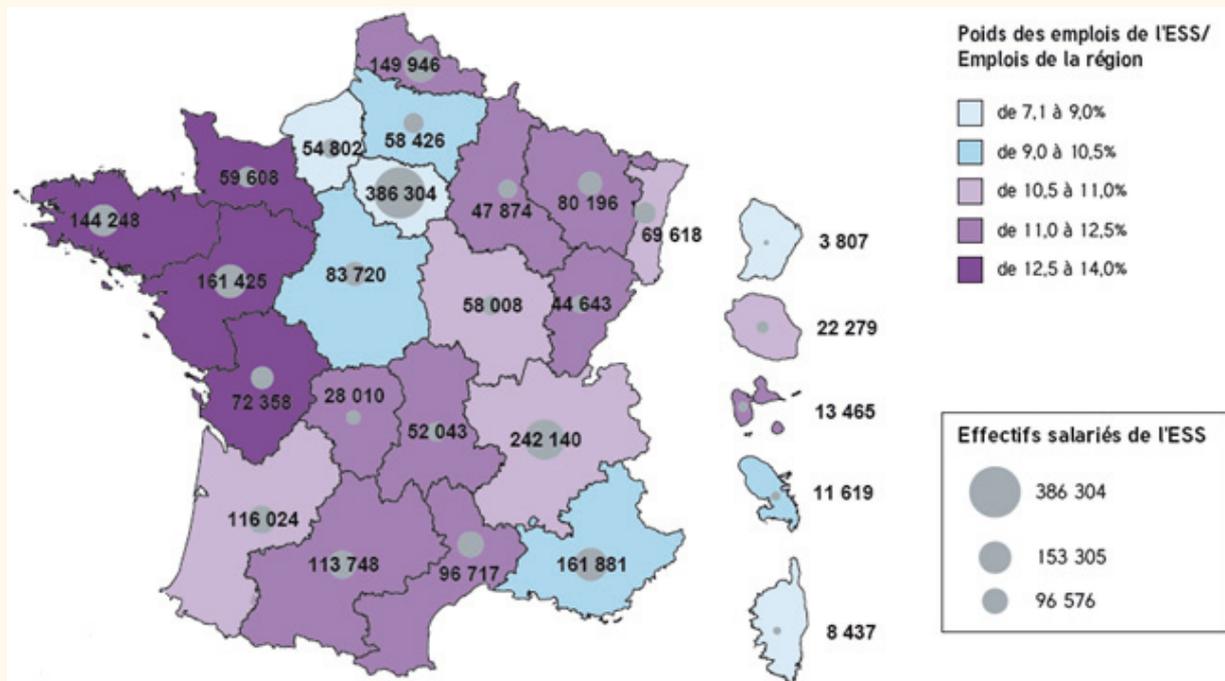
En Basse-Normandie, par familles :

- 45 763 personnes travaillent dans une association (+2,6% sur l'année 2010)
- 9 847 personnes travaillent dans une coopérative (-3,5% sur l'année 2010)
- 2 020 personnes travaillent dans une mutuelle (évolution stable en 2010)
- 1 978 personnes travaillent dans une fondation (+1,6% sur l'année 2010)

4e région française en termes d'emplois dans l'ESS

La Basse-Normandie est la 4^e région quant au poids des emplois liés à l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble de l'économie (12,7%). Alors qu'il existe une grande diversité de situations régionales, les valeurs variant du simple au double, on remarque que les autres régions situées dans le quart nord-ouest affichent également une part d'emplois dans l'économie sociale et solidaire nettement supérieure à la tendance nationale (10,3%). Il s'agit notamment des régions Pays de la Loire (13%), Poitou-Charentes (13,1%) et Bretagne (14%). Ces régions doivent leur caractéristique à **une part importante de leur tissu associatif**, qui représente souvent près de 10% de l'emploi régional total (9,7% en Basse-Normandie).

Poids de l'ESS dans l'emploi total à l'échelle des départements bas-normands



Source : INSEE CLAP 2010 - Traitement : Observatoire national ESS - CNCRES

L'économie sociale et solidaire à l'échelle des territoires infrarégionaux

Les emplois de l'ESS à l'échelle des départements bas-normands

Département	Nombre d'emplois dans l'ESS	Part des emplois de l'ESS	Poids du département
CALVADOS	26 659	11,4%	44,7%
MANCHE	19 436	13,2%	32,6%
ORNE	13 513	15,1%	22,7%
BASSE-NORMANDIE	59 608	12,7%	/

Source : Insee CLAP 2010 - (postes non annexes hors intérimaires) - Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie

Les emplois dans l'ESS à l'échelle des villes régionales de plus de 20 000 habitants

Ville	Nombre d'emplois dans l'ESS	Nombre d'emplois Hors ESS	Ensemble des emplois	Part des emplois de l'ESS
Alençon	3 538	14 545	18 083	19,6%
Caen	8 561	57 354	65 915	13,0%
Cherbourg-Octeville	2 205	14 922	17 127	12,9%
Hérouville-Saint-Clair	1 952	10 091	12 043	16,2%
Lisieux	1 804	9 513	11 317	15,9%

Source : Insee CLAP 2010 - (postes non annexes hors intérimaires) - Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie



↳ L'emploi progresse en 2010 dans l'économie sociale et solidaire

Depuis la mise en place en 2005 au niveau de l'INSEE d'un suivi statistique systématique de l'économie sociale et solidaire sur la base d'un périmètre harmonisé et stabilisé, nous constatons que les structures et organisations de l'ESS continuent de créer des emplois, malgré un léger ralentissement entre 2007 et 2009.

Entre 2009 et 2010, l'emploi salarié a progressé de **+1,4%** dans l'ESS en Basse-Normandie (+1,8% en France métropolitaine). Dans la même période, l'emploi salarié hors ESS reculait de -1,1% en région.

Evolution de l'emploi salarié dans l'ESS depuis 2005 (Hors agriculture)



Source : Insee CLAP 2005-2010 (champ : postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie.
L'évolution est présentée hors agriculture, sylviculture, pêche pour permettre les comparaisons annuelles (cf. présentation des données)

Les données de conjoncture provisoires publiées par Recherche et Solidarités et basées sur les sources URSSAF et MSA tendent à montrer que la tendance à la progression du nombre d'emplois dans l'ESS en Basse-Normandie même s'il elle se contracte par rapport à 2010, reste positive avec un taux de croissance de **+0,3% en 2011 (+0,1% au niveau national)**. Ce sont principalement les emplois dans les mutuelles et les fondations qui alimentent cette croissance, les associations affichant un taux de croissance quasi stable de +0,1% en région.

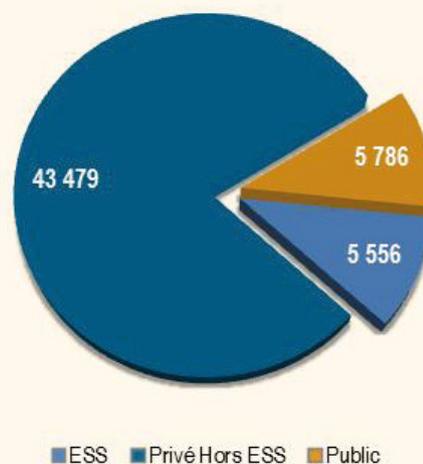
LES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

↳ 5 556 établissements employeurs

En Basse-Normandie, on comptabilise 5 556 établissements employeurs dans l'économie sociale et solidaire (associations-coopératives-mutuelles-fondations), ils représentent **10,1%** de l'ensemble des établissements employeurs de la région Basse-Normandie. Alors que l'emploi salarié a progressé dans l'économie sociale et solidaire sur l'année 2010, le nombre d'établissements est en repli de -0,3% (contre -1% dans le reste de l'économie).

La part des établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie est légèrement supérieure à la tendance nationale (10,1% en région contre 9,5% au niveau national).

Répartition des établissements employeurs en Basse-Normandie



Source : Insee CLAP 2010 – (postes non annexes hors intérimaires)
Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie

↳ Répartition des établissements par familles de l'économie sociale et solidaire

Les établissements employeurs dans les différentes familles de l'ESS en Basse-Normandie en 2010

	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Total ESS	Hors ESS	Part de l'ESS
Nombre d'établissements employeurs	840	147	4510	59	5556	49265	10,1%

Source : Insee CLAP 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie

Les associations représentent 81% des établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire. On comptabilise 840 associations employant au moins 1 salarié au 1er janvier 2011 en Basse-Normandie. Les travaux de Recherche et Solidarités estiment que le nombre d'associations en activité en région oscille entre 25 000 et 28 500. On peut donc estimer qu'environ **1 association sur 5 est employeur** en Basse-Normandie.

Les mutuelles en tant que groupements de personnes et non de capitaux sont pleinement ancrées dans l'ESS. On distingue deux types de mutuelles : les mutuelles de santé prévoyance (**116 établissements** en Basse-Normandie) et les sociétés d'assurance à forme mutuelle (**36 établissements**).

Les fondations, comme toutes les entreprises de l'ESS, sont des entreprises privées. Elles sont constituées à partir de la dotation financière d'une ou plusieurs personnes privées et ont un but d'utilité sociale. Comme pour les autres statuts de l'ESS, la mobilisation du capital à l'origine de la création d'une fondation s'inscrit dans une logique désintéressée. On comptabilise **59 établissements** de fondations en Basse-Normandie.

Les coopératives sont des entités économiques fondées sur le principe de la coopération, elles ont pour objectif de servir au mieux les intérêts économiques de leurs participants (sociétaires ou adhérents). On recense **840 coopératives** en Basse-Normandie, parmi lesquelles on compte **260 coopératives agricoles** qui emploient près de 2 800 salariés.

En Basse-Normandie, par familles :

- o 4 510 associations employeuses
- o 840 coopératives
- o 147 établissements mutualistes
- o 59 fondations

ZOOM SUR...

Les créations d'associations en Basse-Normandie en 2011



En Basse-Normandie, entre 1 000 et 1 500 associations sont créées chaque année. En 2011, 1 213 associations ont été créées en Basse-Normandie dont 52% dans le Calvados, 30% dans la Manche et 18% dans l'Orne.

Les associations du domaine culturel et des activités artistiques représentent 20% des créations, celles du Sport et des activités de pleins airs, environ 18%.

↳ Dossier disponible sur le Potrail de la CRESS www.cress-bn.org, rubrique « Observatoire »

Les deux formes juridiques de Sociétés coopératives et participatives



Les Scop, Sociétés coopératives et participatives, désignent les entreprises à statut Scop (Société coopérative de production) et à statut Scic (Société coopérative d'intérêt collectif). Soumises à l'impératif de rentabilité comme toute entreprise, elles bénéficient d'une gouvernance démocratique et d'une répartition des résultats prioritairement affectée à la pérennité des emplois et du projet d'entreprise.

Scop : Juridiquement, une Scop est une société coopérative de forme SA ou SARL dont les salariés sont les associés majoritaires. Dans une Scop, les salariés détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote. Si tous les salariés ne sont pas associés, tous ont vocation à le devenir.

Scic : Dans une Scic, les mécanismes coopératifs et participatifs sont identiques à ceux de la Scop. Toutefois, les membres associés au capital sont par définition de toutes natures : salariés mais aussi celles et ceux qui souhaitent s'impliquer dans le projet : clients, bénévoles, collectivités territoriales, partenaires privés, etc.

Source : les-scop.coop

Les données de l'URSCOP Ouest sur les Sociétés coopératives et participatives (SCOP) montrent qu'en Basse-Normandie, 50 établissements ont choisi cette juridique pour exercer leur activité. Les SCOP régionales emploient plus de 2 300 salariés en Basse-Normandie.

Chiffres clés des Sociétés coopératives de productions (SCOP) en Basse-Normandie

	Nb établissements 2012	Effectif salarié 2011	Effectif sociétaire 2011	Part moyenne du sociétariat
Calvados	30	497	366	73,6%
Manche	11	1 588	1 185	74,6%
Orne	9	218	195	89,4%
BASSE-NORMANDIE	50	2 303	1 746	75,8%

Source : URSCOP Ouest 2011-2012 – Traitement : Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie

En 2012, 5 nouvelles SCOP ont vu le jour en Basse-Normandie, qu'il s'agisse de créations pures ou d'une évolution juridique d'établissements déjà existants vers un statut SCOP.

Les Sociétés coopératives de productions (SCOP) créées en 2012 en Basse-Normandie

	Ville	Département	Activité
BIP-JD	CAEN	Calvados	Insertion professionnelle
FREQUENCE BIO	CAEN	Calvados	Alimentation biologique
Le Hangar à Prod	TOURLAVILLE	Manche	Productions de films publicitaires et institutionnels
Le Messager	CHERBOURG-OCTEVILLE	Manche	Services pour les personnes déficientes auditives
Imprimerie de l'étoile	TOUROUVRE	Orne	Imprimerie

Source : URSCOP Ouest au 31 décembre 2012 – Traitement : Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie

Au 31 décembre 2012, on recense également **6 établissements à statut Scic** en Basse-Normandie, totalisant environ 16 ETP (équivalent temps plein 2011).



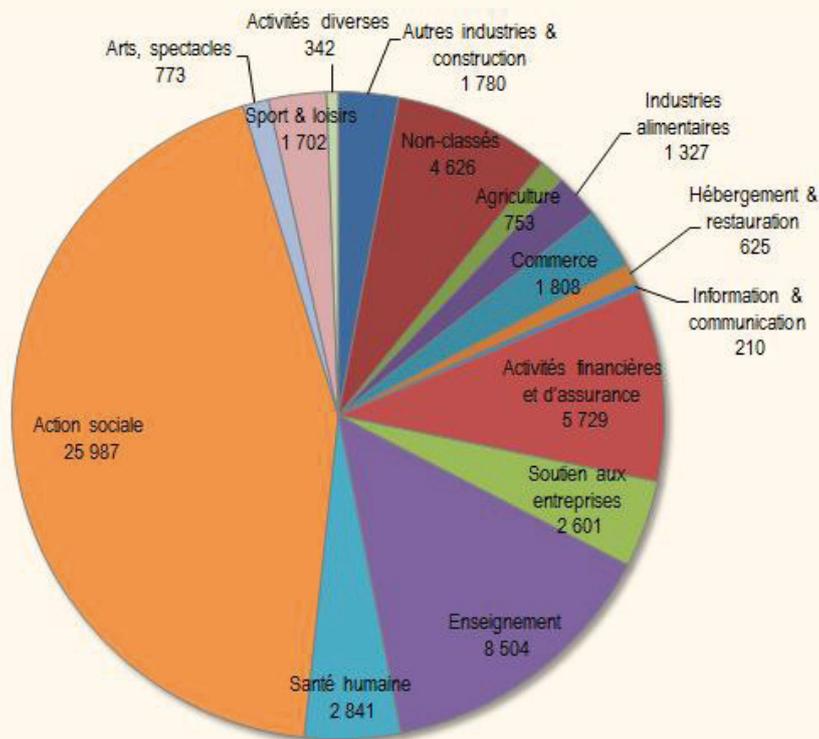
L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'ESS présente dans tous les secteurs d'activité

Les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire peuvent-être présentes dans tous les secteurs d'activité :

- o dans les services **d'intérêt général** : santé, social, services aux personnes, environnement, culture, tourisme associatif, éducation, sport...
- o mais aussi des secteurs **plus marchands** : banques et assurances, BTP, agriculture, bâtiment, transport, commerce de détail...

Répartition des emplois de l'économie sociale et solidaire par secteur d'activité en Basse-Normandie



Le secteur de l'enseignement représente 8 500 salariés (7 800 ETP). De nombreuses associations exercent dans le domaine de la formation professionnelle (centres de formation continue) et de la formation initiale (établissement scolaire sous statut associatif comme les Maisons Familiales Rurales). On trouve également un certain nombre d'associations de parents d'élèves et d'associations périscolaires (gestion de cantine, garderie, soutien scolaire).

Le secteur des activités financières et d'assurances emploie 5 800 salariés (5 400 ETP). Elles sont principalement représentées par les banques coopératives et les mutuelles d'assurances.

Source : Insee CLAP 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie
Secteurs d'activités définis à partir de la nomenclature d'activité française (NAF 2008)

Zoom sur l'emploi dans le secteur action sociale (25 987 emplois)

Plus gros employeur de l'ESS, le secteur de l'action sociale emploie près de 26 000 salariés (20 600 ETP) en Basse-Normandie. Il représente à lui seul **44% des emplois salariés de l'ESS** dans la région (30% en France métropolitaine). Ce secteur regroupe un ensemble d'activités hétérogènes parmi lesquelles on retrouve l'aide à domicile, l'accueil de jeunes enfants, l'hébergement médicosocial pour personnes dépendantes, l'action sociale sans hébergement ou encore l'aide par le travail. (graphique ci-contre)



Source : Insee CLAP 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional ESS / CRESS Basse-Normandie
Secteurs d'activités définis à partir de la nomenclature d'activité française (NAF 2008)



Le secteur du **sport et loisirs** (1 702 salariés) et celui des **arts et spectacles** (773 salariés) regroupent de nombreux établissements qui maillent l'ensemble du territoire régional. Véritables créateurs de liens et de cohésion sociale, animateurs de nos territoires, les établissements de ces secteurs exercent des activités variées : compagnies de danses ou de théâtres, clubs et ligues sportives, écoles de musique, centres de loisirs, etc.

L'approche par le code d'activité (NAF) pour ces secteurs ne permet pas d'appréhender l'ensemble des activités et des emplois à cause de la problématique du code NAF 9499Z.

La problématique du code NAF 9499Z « associations non classées ailleurs »

La nomenclature utilisée par l'INSEE pour classer les associations comporte un code d'activité spécifique pour les structures « non classées ailleurs ». Cependant, on remarque que de très nombreuses associations sont classées dans ce code d'activité « fourre-tout » rendant peu lisible l'activité et le poids d'une partie des associations française. Dans les faits, des travaux ont montré qu'une part importante de ces associations, si elles étaient davantage sensibilisées à cette problématique, pourraient être classées dans un code d'activité existant. Environ un tiers des associations régionales sont classées dans ce code d'activité, représentant environ 12% des salariés de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie, soit plus de 7 000 emplois.

On peut ainsi considérer que parmi les associations régionales « non-classées ailleurs » (9499Z) :

- o 40% sont des associations exerçant dans l'aide à domicile, l'insertion et la formation professionnelle
- o 20% sont des associations polyvalentes du secteur de la Jeunesse et sports (éducation populaire, associations socio-culturelles...)

POUR ALLER PLUS LOIN...

Amélioration de la connaissance statistique des associations du champ jeunesse et sports



Pour pallier le manque de données statistiques sur le champ de la jeunesse et des sports, l'Observatoire régional de l'ESS en partenariat avec la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) de Basse-Normandie a mené en 2012 un travail expérimental visant à améliorer la connaissance statistique de ce secteur.

La méthodologie mise en place a permis d'estimer le nombre d'emplois au sein de ces associations, entre 3 350 et 3 900 en région, pour un peu plus d'un millier d'associations employeuses.

➔ Dossier disponible sur le Portail de la CRESS www.cress-bn.org, rubrique « Observatoire »

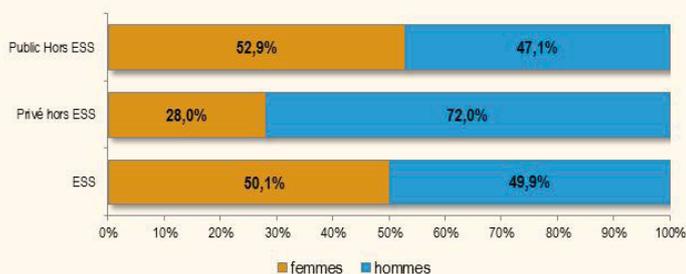
PROFILS DES SALARIÉS TRAVAILLANT DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Plus de femmes sur des postes d'encadrement dans l'ESS

Les emplois de l'économie sociale et solidaire sont très majoritairement occupés par des femmes (64,4%) en Basse-Normandie, alors qu'elles sont légèrement minoritaires dans le reste de l'économie (46,3%).

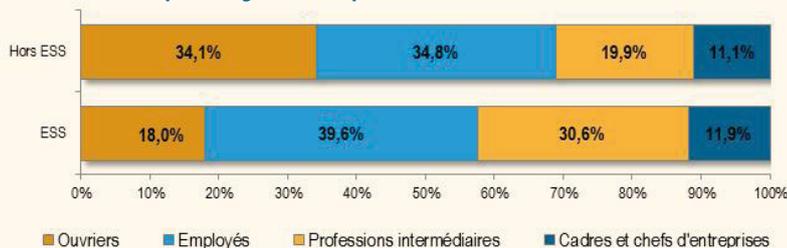
Les cadres représentent 11,1% des postes dans l'ESS, soit une part légèrement inférieure au reste de l'économie (-0,8 points). Ils sont majoritairement présents dans les coopératives et les associations.

Répartition hommes/femmes chez les cadres



Source : Insee DADS 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Analyse comparative de la répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle (CSP)



Source : Insee DADS 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

En revanche, les femmes sont plus nombreuses à exercer des fonctions à responsabilités dans l'économie sociale et solidaire, avec **plus de 50% de femmes sur des postes d'encadrement** (52% au niveau national). Dans le reste de l'économie, les femmes occupent 40% des postes de cadre, mais l'on observe de fortes différences entre l'économie publique (53%) et le reste de l'économie privée hors ESS (28%).

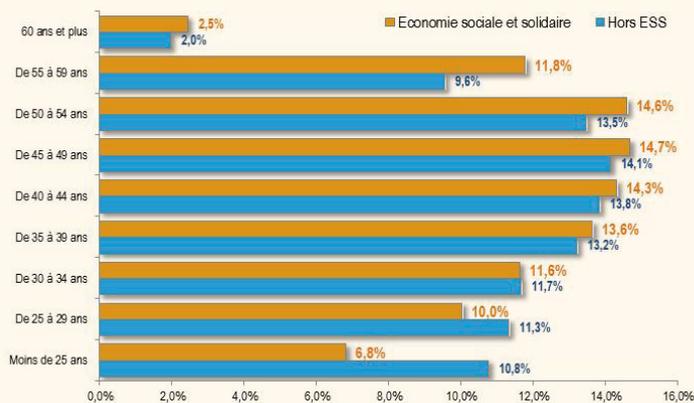
17 000 emplois à renouveler dans les 10 prochaines années

Les salariés de l'économie sociale et solidaire sont en moyenne plus âgés que ceux du reste de l'économie (privée hors ESS et publique confondues). **Les plus de 50 ans représentent 29% des salariés de l'économie sociale et solidaire**, contre 25% dans le reste de l'économie (+4 points).

Selon les projections de l'Observatoire, avec un âge légal de départ à la retraite qui s'établit à 62 ans en 2012, ce sont :

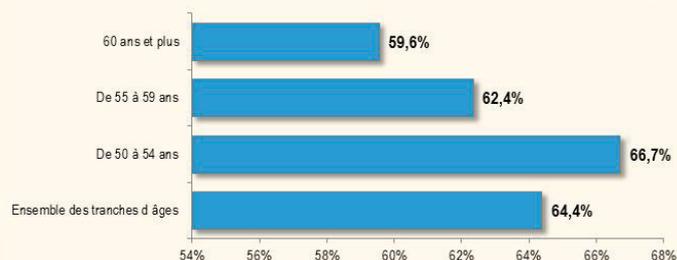
- o près de 1 500 départs à la retraite dans les 2 années à venir (2,5% des salariés)
- o près de 8 500 départs d'ici 2017 (14,2%)
- o plus de **17 000 départs d'ici 2022** (28,9%)

Analyse des salariés par tranche d'âge dans l'ESS et hors ESS



Source : Insee DADS 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Part des femmes dans l'économie sociale et solidaire par tranche d'âge



Source : Insee DADS 2010 – (postes non annexes hors intérimaires) – Traitement Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Par effet mécanique, les femmes représentant 64,4% des salariés de l'économie sociale et solidaire, ce sont elles qui seront majoritairement amenées à prendre leur retraite. Dans les 10 prochaines années, plus de **11 000 femmes** et plus de **6 100 hommes** prendront leur retraite dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire.



Coopération et mutualisation autour de la filière bois-énergie : l'exemple de la Cuma Ecovaloris et de l'association Haiecobois (50)

L'émergence du projet au sein du réseau des CUMA

Avec plus de 53 000 km de haies fonctionnelles, la Manche est l'un des départements les plus bocagers de France. Ces paysages bocagers, au-delà de leurs fonctions écologiques et patrimoniales, constituent une ressource énergétique et renouvelable considérable.

Dès 2001, afin de valoriser cette ressource dans la Manche, la CUMA départementale Ecovaloris, qui développe des activités innovantes en agriculture, appuyée par la Fédération des CUMA de la Manche et leurs partenaires publics décident de créer une activité déchetage. Le projet se développe au sein d'une équipe motivée partageant les mêmes valeurs.

L'activité prend de l'ampleur avec l'installation des premières chaudières à bois déchiqueté dans le département grâce à l'investissement de collectivités locales (Saint-Samson de Bonfossé en novembre 2006, La Lucerne d'Outremer en 2008). Les agriculteurs prennent alors conscience de la valeur économique et de l'intérêt écologique de leurs haies. Avec la flambée progressive du prix des énergies fossiles et le développement de la conscience environnementale, l'intérêt général pour le chauffage au bois devient croissant. L'idée de développer localement une filière de valorisation des haies bocagères s'impose au sein du réseau des CUMA.

En 2006, l'association Haiecobois est créée afin de commercialiser les plaquettes bocagères et faire l'interface entre les producteurs (majoritairement agriculteurs) et les consommateurs de bois déchiqueté (collectivités, particuliers, entreprises).



LA FILIÈRE BOIS-ÉNERGIE, COMMENT ÇA MARCHE ?



• **Les agriculteurs adhérents à l'association Haiecobois réalisent un plan de gestion des haies sur leur exploitation et signent un contrat d'engagement pour la commercialisation du bois issu de l'entretien durable des haies bocagères**

• **Le bois est collecté puis broyé par une déchiqueteuse (matériel agricole mutualisé au sein de la Cuma Ecovaloris).**

• **Les plaquettes de bois (2-3cm) ainsi obtenues sont acheminées dans l'une des 10 plates-formes de stockages réparties sur le département de la Manche. La gestion des plates-formes peut être assurée par des CUMA, des chantiers d'insertion ou encore des collectivités.**

• **Une fois séché (4-6 mois), le bois est revendu aux collectivités, entreprises et particuliers sous la forme de bois de chauffage pour chaudière à bois déchiqueté (80%), paillage animal (3%) et de paillage pour plantations et massifs (17%).**

Actuellement, Haiecobois alimente 17 chaudières sur tout le département. En 2013, l'association fournira 13 nouvelles chaudières en bois déchiqueté.

CONTACT :

Association HAIECOBOIS

Tél: 02-33-06-48-26

Email: haiecobois@orange.fr



Un outil d'insertion sociale et professionnelle au service du Développement Durable : l'exemple de Deuxième vie deuxième chance (14)

Les conditions d'émergence du projet de la Ressourcerie

C'est suite à l'installation à Vire en 2007 du projet artistique « Le LaboMylette », laboratoire photographique itinérant permettant l'association des habitants à diverses pratiques artistiques, qu'un groupe de citoyens s'est réuni et a pensé le projet « Deuxième vie, Deuxième chance ». D'une part, à partir du constat qu'il n'y avait pas ou peu de réponses existantes à la question du recyclage sur le canton de Vire (absence de « dépôt-vente ») et d'autre part que l'insertion professionnelle pouvait être pensée autrement que sur le mode conventionnel mis en place par le secteur insertionnel.



Du coup, Un double enjeu est développé par l'association :

- travailler au recyclage des produits ; leur donner une deuxième vie
- créer de l'emploi pérenne pour des personnes éligibles au contrat aidé et faciliter le parcours insertionnel en permettant aux personnes salariées « de créer leur poste » au sein de l'entreprise associative ; leur donner une deuxième chance.

FONCTIONNEMENT DE LA RESSOURCERIE



D'un côté, la solidarité locale permet de récolter les produits (80% des dons à ce jour concerne le territoire de la Communauté de Communes de Vire). Concernant les usagers de la ressourceurie, on trouve une véritable mixité sociale mêlant personnes en difficulté sociale et économique (50% de la clientèle dont 20% qui n'ont pas d'autres choix et 30% qui font le choix de venir à l'association), des personnes amoureuses des vieux meubles (population anglo-saxonne notamment) ou habituées des brocantes (les autres 50% de la clientèle).

Environ 40 ventes sont réalisées par jour pour 80 visites (avec des pointes à 150 visites les mercredis et samedi) pour un total de plus 12 000 ventes en 2012. 60% des ressources financières de l'association proviennent du produit des ventes et des services de la boutique, 20% résultent de subventions (aides à l'emploi pour les personnes en insertion et soutien de la collectivité locale). Le bénévolat (5 personnes présentes très régulièrement) est le troisième pilier de cet équilibre économique.

En 5 ans, l'association a réussi à créer 5 emplois (3 CDI, 1 emploi d'avenir et 1 emploi CAE) et à mobiliser des bénévoles actifs en intervenant sur un territoire « restreint », celui de la Communauté de Communes de Vire (15 000 habitants)

CONTACT :

Deuxième vie, Deuxième chance
4 bis Avenue de la gare - 14500 VIRE
Tel : 02-50-73-00-59
Email : irlcp.deuxiemechance@yahoo.fr

pour plus d'informations sur ces 2 initiatives et pour découvrir d'autres structures locales, consultez le portail L'ess en basse-normandie www.cress-bn.org, rubrique observatoire.

EGALEMENT DISPONIBLE



L'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie,

Tableaux de bord 2012 – Observatoire régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie (déc. 2012)

Retrouvez dans cette publication une compilation de l'ensemble des données statistiques disponibles sur l'économie sociale et solidaire à l'échelle de la région Basse-Normandie. Le rapport est disponible en téléchargement sur le portail internet de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie www.cress-bn.org – rubrique **Observatoire**



Panorama de l'ESS en France et dans les régions édition 2012,

Observatoire national de l'ESS – CNCRES (janvier 2013)

Retrouvez dans cette publication réalisée par le Conseil national des CRES (CNCRES) en lien avec l'ensemble des observatoires régionaux de l'ESS, les données clés sur l'ESS au niveau national. La publication est disponible en version papier à la CRESS Basse-Normandie et en téléchargement sur le portail internet de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie www.cress-bn.org – rubrique **Observatoire**

EGALEMENT EN LIGNE



Retrouvez l'observatoire sur le portail internet de l'ESS en Basse-Normandie

La rubrique « Observatoire » propose des données détaillées sur l'ESS en région et en France ainsi que des études et rapports en téléchargement. Des infos sur le fonctionnement de l'Observatoire sont également disponibles : actualités, gouvernance, partenaires.

www.cress-bn.org



Toute l'information sur l'emploi, les métiers, les formations dans l'ESS sur le portail régional

Animé par la CRESS de Basse-Normandie, ce portail propose : des offres d'emploi, des offres de stages, des fiches métiers, des portraits de salariés, les formations régionales, un annuaire des organismes de formation,...

www.donnerunsensasontavail.info

Méthodologie

Le périmètre de l'économie sociale et solidaire a été établi en collaboration avec l'INSEE, le CNCRES et le réseau des CRESS (Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire). Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques regroupées en 4 grandes familles (coopératives, mutuelles, associations et fondations), dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses. Ce périmètre stabilisé et harmonisé permet désormais de mesurer la place et le poids de l'ESS sur les territoires, et de préciser les caractéristiques des établissements et des emplois qui la composent, au regard notamment du reste de l'économie.

Sources de données citées dans ce document

INSEE CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) – Année 2010

CLAP est un système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif premier est de fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal, par activité, sur l'emploi et les rémunérations. Par construction, CLAP confronte plusieurs sources : pour les entreprises et les établissements, le référentiel d'entreprises et d'établissements qui est constitué à partir du Répertoire d'Entreprises et d'Établissements (REE/SIRENE). Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations provenant des DADS (déclarations annuelles de données sociales), des URSSAF et de la Fonction Publique d'Etat pour aboutir à la mise à disposition de données avec un niveau de qualité contrôlée. Le champ de CLAP est quasi complet sur les salariés. En sont exclus les non-salariés, les emplois domestiques dont l'employeur est un ménage, les militaires (pour des raisons de secret défense). Pour la même raison, la localisation des personnels civils du ministère de la défense n'est pas de bonne qualité. De même, le secteur agricole n'est pas intégralement couvert.

INSEE DADS (Déclaration Annuelle des Données Sociales) – Année 2010

La Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application du Code de la Sécurité Sociale et du Code Général des Impôts. C'est l'unique source annuelle statistique donnant un décompte exhaustif des établissements et de leurs effectifs salariés. Elle permet l'analyse des salaires et des emplois dans l'ensemble des secteurs privé et semi-public, y compris des services de l'Etat à caractère industriel et commercial (grandes entreprises), des collectivités territoriales et des hôpitaux publics. Sont donc exclus du champ : la fonction publique d'Etat, les services domestiques et les activités extra-territoriales. » Le fichier DADS contient des indicateurs qui permettent de qualifier l'emploi (sexe – CSP - tranches d'âge des salariés - part des temps partiels).